

Habiter le feu : dialogues entre la thèse d'Élise Boutié et les Corbières

Réflexion livrée depuis la Fabrique des communs à l'occasion de la venue d'Élise Boutié (L'école du feu) au Tiers Lieu Paysan Beauregard et de sa rencontre avec le groupe Educ Pop.

Comprendre les mégafeux autrement

Les mégafeux ne sont pas seulement des événements climatiques extrêmes : ils sont aussi des révélateurs sociaux, culturels et politiques. C'est ce que montre avec finesse la thèse d'Élise Boutié, consacrée aux incendies en Californie du Nord et aux formes de déni climatique qu'ils suscitent. Ce travail résonne fortement avec ce que nous vivons dans les Corbières depuis l'été des grands feux, et ouvre un espace de dialogue fécond entre recherche et action paysanne.

[Boutié, Elise \(2024\). *La maison brûle: cultiver le déni du changement climatique après un mégafeu en Californie du nord*. Thèse de Doctorat en Anthropologie Politique. Paris, EHESS.](#)

Le déni climatique comme construction sociale

L'un des apports centraux de la thèse d'Élise Boutié est de montrer que le déni climatique observé après les mégafeux en Californie du Nord n'est ni un simple refus de la science, ni une ignorance passive, comme pourraient le dépeindre les critiques d'un climatocépticisme caricatural. Le déni relève plutôt d'un processus socialement situé, profondément lié aux attachements matériels, symboliques et économiques des populations concernées, en particulier des classes moyennes blanches installées dans l'interface habitat-forêt.

Le déni apparaît ici comme une manière de tenir ensemble des contradictions devenues intenable : continuer à habiter des territoires exposés, maintenir des modes de vie valorisés, préserver des patrimoines immobiliers, tout en reconnaissant partiellement que le climat change et que les incendies s'aggravent. Ce n'est donc pas l'inaction qui caractérise ces populations, mais au contraire une activité intense de reconstruction matérielle, morale et narrative.

Maison, forêt, église : un triptyque pour habiter le risque

La maison occupe une place nodale dans ce dispositif. Elle est bien plus qu'un abri : elle constitue un marqueur d'identité sociale, un capital économique, un ancrage biographique et une preuve de réussite. Reconstruire sa maison à l'identique après l'incendie permet de restaurer une continuité personnelle et de préserver la valeur foncière et immobilière du territoire. Ce geste, soutenu par les assurances et les politiques publiques, contribue cependant à neutraliser toute remise en cause structurelle : changer les formes d'habitat, questionner l'urbanisation diffuse ou relocaliser les populations devient impensable. Le déni se loge ainsi dans la défense du patrimoine et dans la naturalisation du risque comme contrepartie acceptable d'un certain idéal résidentiel.

La forêt, quant à elle, est investie d'une charge symbolique héritée du mythe américain de la conquête de l'Ouest. Elle est pensée comme un espace sauvage, naturel, quasi originel, lieu d'accomplissement du destin individuel et collectif. Cette représentation masque le fait que ces paysages sont historiquement façonnés par des usages humains — agricoles, pastoraux, forestiers — aujourd'hui largement disparus. En concevant la forêt comme une nature extérieure à la société, les incendies sont interprétés comme des catastrophes naturelles

inévitables, plutôt que comme le produit de choix d'aménagement, d'abandon des pratiques paysannes et de politiques de gestion du feu. Le déni prend ici la forme d'une naturalisation de la catastrophe.

L'église évangélique joue enfin un rôle clé dans l'articulation de ces représentations. Elle fournit un cadre moral et spirituel qui permet d'absorber le choc des incendies sans politisation conflictuelle. Le feu est interprété comme une épreuve, la reconstruction comme une preuve de foi et de résilience, et l'entraide communautaire comme une réponse suffisante. Ce registre renforce l'attachement à la maison et au territoire, tout en inscrivant la forêt dans un ordre providentiel. Il relie ainsi le mythe du paysage, l'idéal résidentiel et la morale individuelle dans un même récit cohérent, mais profondément dépolitisant.

Ce tryptique — maison, forêt, église — montrent que le déni climatique n'est pas un refus de voir, mais une manière socialement organisée de continuer à habiter des territoires devenus dangereux, sans remettre en cause les fondements économiques, fonciers et culturels de cet habitat. La force de la thèse d'Élise Boutié est de rendre visible cette cohérence interne, sans la juger moralement, et de montrer en quoi elle constitue un obstacle majeur à toute transformation structurelle des paysages et des modes de vie.

Cette lecture nous paraît précieuse comme source d'enseignements et d'inspiration pour Beauregard et les Corbières : elle invite à ne pas moraliser les réactions post-incendie, ni à opposer trop vite lucidité et aveuglement.

La Californie au-delà du déni : un laboratoire agroécologique inspirant

La Californie a est parfois présentée comme un territoire emblématique du déni institutionnel, notamment à travers un siècle de politique dite de suppression totale du feu. Pourtant, elle n'est pas réductible à cela. Elle est aussi l'un des espaces où s'invente une pensée agroécologique renouvelée. Cette pensée prend le contrepied du fatalisme climatique en affirmant que les incendies extrêmes ne sont pas seulement le produit du réchauffement global, mais aussi celui de paysages homogénéisés, abandonnés ou mal gérés, et que des pratiques agricoles, forestières et culturelles adaptées peuvent en limiter l'intensité.

Ce renversement intellectuel s'appuie d'abord sur la reconnaissance de l'échec du paradigme du « tout-suppression »¹. L'un des éléments fondateurs de cette évolution est la redécouverte des pratiques ancestrales de brûlage culturel portées par les peuples autochtones (Karuk, Yurok, Miwok). Ces pratiques, longtemps criminalisées, reposent sur des feux dirigés, de basse intensité, destinés à maintenir des paysages ouverts, favoriser certaines espèces, réduire la charge combustible et créer des mosaïques végétales résilientes. Leur réhabilitation n'est pas seulement symbolique : elle s'accompagne de relais institutionnels croissants, notamment via les universités californiennes, les associations de brûlage dirigé et, plus récemment, des réformes législatives facilitant l'usage du feu culturel. Cette reconnaissance a inspiré des approches similaires dans d'autres régions du monde, notamment en Méditerranée : les brûlages

¹ Pendant des décennies, l'État californien a cherché à éteindre systématiquement tous les feux, empêchant les régimes naturels de brûlage de jouer leur rôle écologique. L'accumulation de biomasse, la densification des forêts et l'urbanisation diffuse ont créé les conditions des méga-feux contemporains. Cette impasse a ouvert un espace pour repenser la gestion du feu à partir d'approches agroécologiques et paysagères.

<https://esajournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1890/ES14-00224.1>

doux de Catalogne, les feux pastoraux sardes ou les projets européens qui, en France et au Portugal, réintroduisent le feu comme outil de soin des paysages.

Autour de cette redécouverte se structure une mouvance plus large, qui voit dans l'agriculture, l'élevage extensif et l'agroforesterie des outils de prévention². Les vignobles de Napa ou Sonoma, par exemple, ont montré leur capacité à ralentir les flammes grâce à des sols travaillés, des couverts maîtrisés et une irrigation contrôlée. Le pastoralisme revient également comme moyen de réduire la biomasse dans les zones périurbaines. Ces pratiques s'inscrivent dans une vision plus globale : celle des fire-smart landscapes, où la diversité des usages du sol — cultures, pâturages, forêts claires, zones humides — crée des discontinuités capables de limiter la propagation des feux extrêmes³. La Californie devient ainsi un laboratoire mondial pour penser la gestion du feu comme un problème de paysage plutôt que comme une fatalité climatique. Elle montre que les réponses ne se limitent pas à la technologie ou à la lutte contre le déni, mais passent par une transformation profonde des relations entre sociétés, territoires et écosystèmes. En ce sens, elle offre un contre-récit puissant : celui d'une adaptation active, fondée sur des savoirs anciens, des innovations agroécologiques et une reconfiguration collective des paysages. Un récit qui ouvre la voie à une écologie du feu moins défensive et plus créatrice de résilience.

Quels enseignements pour les Corbières et pour le Tiers-Lieu Paysan Beauregard ?

L'analyse d'Elise et sa recontextualisation dans un environnement idéologique et social plus hybride, permet d'envisager la Californie comme un miroir réflexif, un laboratoire ambivalent, où le déni coexiste avec des tentatives radicales de transformation.

Ce point nous semble crucial pour nos Corbières et pour le Tiers Lieu Paysan Beauregard en particulier. Il ne s'agit ni de se penser prémunis contre le déni. Les feux de l'été ont eux aussi mis à nu des formes locales de déni latent : confiance excessive dans l'État ou les assurances, difficulté à politiser la reconstruction, tentation de refermer rapidement la parenthèse. Mais ils ont également révélé des capacités d'entraide, de coopération et de réinvention paysanne.

Pour le Tiers Lieu Paysan Beauregard et la Fabrique des communs, ce travail ouvre plusieurs pistes :

- penser la solidarité post-feu non comme une fin, mais comme un point d'appui pour rouvrir des débats de fond sur nos façons d'habiter le territoire ;
- créer des espaces où paysans et habitants puissent parler depuis leurs attachements, sans être sommés d'être immédiatement « lucides » ou « exemplaires » ;
- inscrire l'expérience des Corbières dans un dialogue international avec d'autres territoires confrontés aux mégafeux, dont la Californie.

La rencontre entre une recherche anthropologique exigeante et une expérience paysanne collective peut produire non pas des solutions clés en main, mais des cadres pour mieux penser, agir et s'allier. À ce titre, ce texte constitue pour la Fabrique des Communs une première pierre

² <https://doi.org/10.5751/ES-15080-290310>

³ <https://www.readyforwildfire.org/prepare-for-wildfire/fire-smart-landscaping>

d'une collaboration que nous espérons durable entre Élise Boutié et le Tiers Lieu Paysan Beauregard.

L'Éducation populaire comme espace pour penser ensemble l'après-feu

Dans cette perspective, le groupe Éducation populaire du Tiers-Lieu apparaît comme un des espaces particulièrement féconds pour prolonger la réflexivité à laquelle invite la thèse d'Élise Boutié. Comme le rappelle le texte d'orientation proposé par Yves « Contribution », l'éducation populaire n'est pas d'abord une transmission de savoirs, mais la création d'espaces où l'on analyse ensemble nos expériences, où l'on met en discussion nos attachements, nos représentations et nos héritages, et où l'on apprend à penser collectivement nos marges de manœuvre. Or c'est précisément ce que révèle le « laboratoire ambivalent » californien : la nécessité de tenir ensemble les forces d'inertie et les capacités de transformation, les récits qui enferment et ceux qui libèrent.

En articulant savoirs d'expérience, débats réflexifs et mise en action, le groupe Éduc pop offre ainsi un cadre propice pour que les Corbières puissent, à leur tour, faire de l'après-feu un moment d'enquête partagée, de désaliénation douce et de réinvention paysanne.